

collaborer avec tous les partis contre le fascisme mais refuse, après délibération de sa C. E. de collaborer à un gouvernement de Front Populaire.

Il semble que dès le 24, sous la pression de la Généralité, la plupart des organisations ouvrières tentent de freiner le mouvement revendicatif. Les socialo-centristes de Barcelone sont contre la prolongation des grèves, la C.N.T. a donné le mot d'ordre de rentrée, le Poum s'efforce de maintenir son programme de revendications mais il ne dit pas s'il approuve ou non la rentrée.

Dès le 24 le départ des colonnes de miliciens pour Saragosse s'organise. Mais il faut que les ouvriers partent avec le sensation qu'ils obtiennent satisfaction au sujet de leurs revendications. La Généralité lance un décret: les jours de grève seront payés. Mais, ici aussi, dans la plupart des usines les ouvriers ont déjà, les armes à la main, obtenus des satisfactions partielles.

Puisque, grâce aux partis et aux organisations syndicales se réclamant du prolétariat, la bourgeoisie est parvenue à faire cesser la grève générale et que, dans les entreprises occupées par les ouvriers, la semaine de 36 heures est instaurée ipso facto, le 26 juillet la Généralité lance un décret instaurant la semaine de 40 heures avec augmentation des salaires de 15 p.c.

Et, pendant que la Généralité s'efforce d'encadrer l'explosion des contrastes sociaux, nous arrivons au 28 juillet, qui marque déjà un important tournant de la situation. Le Poum qui contrôle, au travers de la F.O.U.S., le « Syndicat Mercantile » (1) et quelques minuscules entreprises, lance le mot d'ordre de reprise du travail pour les ouvriers qui ne se trouvent pas dans les milices. Il faut créer la mystique de la marche sur Saragosse. Prenons Saragosse, dira-t-on aux ouvriers, puis nous réglerons leur compte à la Généralité et à Madrid.

Par son mot d'ordre de rentrée, le Poum exprimera clairement le tournant de la situation et la réussite de la manœuvre de la bourgeoisie parvenant à obtenir la cessation de la grève générale, puis lançant des décrets pour éviter les réactions des ouvriers et, enfin, poussant

(1) Syndicat d'Employés.

les prolétaires en dehors des villes vers le siège de Saragosse.

Mais à Saragosse, la grève générale avec des phases de recul et d'accélération continue et ce ne sera que bien plus tard que les ouvriers céderont à l'ultimatum de Cabanellas, les mettant devant le choix de reprendre le travail ou d'être massacrés tous.

Dès lors, leur espoir ne sera plus porté vers un rebondissement des batailles grévistes, mais dans la victoire des forces gouvernementales et Cabanellas pourra organiser sa répression féroce et sanguinaire.

Selon la « Batalla », organe du Poum (29 août), il ressort que les ouvriers de Saragosse auraient mené pendant quinze jours la grève générale. Voici ce que dit ce journal: « Le dimanche matin, 19 juillet (lorsque les militaires descendirent dans la rue. — N. D. L. R.): « Les ouvriers organisèrent immédiatement la résistance et la lutte dura de nombreux jours. La grève fut absolument générale jusqu'à 15 jours plus tard, et beaucoup plus longtemps durèrent les tirs aux barricades ouvrières. Toujours il y avait quelques héros irréductibles, qui préféreraient perdre la vie qu'accepter la domination fasciste ».

A partir du 28 juillet, l'aspect du mouvement en Catalogne change. On continue bien à exproprier des entreprises, à nommer des conseils d'ouvriers, mais, déjà, tout cela se fait en accord avec des délégués de la Généralité, qui ne manifestent évidemment pas de résistance aux ouvriers armés, mais qui savent que, pour les besoins de la guerre où s'engage le gros du prolétariat, ils obtiendront ce qu'ils voudront.

Déjà, les contours précis de l'attaque générale du capitalisme espagnol se précisent. Dans les régions agricoles, où la répression du Front Populaire a déjà passé et où n'existe pas un prolétariat nombreux et dense, le problème agraire sera résolu par l'écrasement féroce et sanguinaire de Franco qui, à ce point de vue, n'aura rien à envier à Mussolini ou à Hitler. Dans les centres industriels, et surtout en Catalogne, où le problème agraire ne se pose pas, il faut affronter de biais le prolétariat. Le lancer dans un guet-apens militaire, désagréger son front intérieur, mais arriver coûte que coûte à l'anéantir. A Madrid, ce sera le Fro-

Populaire qui s'en chargera. En Catalogne, la Généralité parviendra, au prix de concessions formelles et non substantielles, sur le terrain de la gestion économique et de la direction politique, à s'inféoder la C.N.T. et le Poum, parti opportuniste du Bureau de Londres, dont l'un des chefs, l'ex-trotskyiste Nin, est aujourd'hui ministre de la Justice.

A Madrid, après le 19 juillet, la grève générale ne sera que le prolongement de la grande grève de la construction qui durait depuis juin et elle ne cessera que quelques jours après sa cessation en Catalogne, du fait de l'extrême confusion qui se développe dans la capitale.

Ici les ouvriers sont dans la rue seulement le lundi alors qu'à Barcelone les militaires sont déjà écrasés. Le gouvernement de Barrios a duré quelques heures et Giral qui lui succède promet tout ce que l'on veut à l'exception d'armes que les organisations ouvrières lui demandent. Le lundi, sans armes, les prolétaires madrilènes se ruent vers la caserne de la Montana qu'ils emportent d'assaut. Des lors, les casernes de Madrid fraternisent toutes et c'est une lutte assez brève dans les environs de Madrid d'où les militaires voulaient marcher sur la ville. Le mardi les ouvriers qui font la grève générale cherchent leurs ennemis, et puisque de la C.N.T. aux socialo-centristes, tout le monde a proclamé que le gouvernement du Front Populaire était un allié, le bras vengeur du prolétariat armé, les travailleurs se dispersent dans la province de Madrid et rencontrent les militaires sur le Guadarama où après une lutte sanglante, mais confuse, de part et d'autre, on se retira sur ses positions alors que le gros des ouvriers refluera vers Madrid où à ce moment sera lancé le mot d'ordre de cessation de la grève et de l'organisation des colonnes.

Comme à Barcelone et dans toute l'Espagne, les ouvriers qui, depuis février 1936, ont été appelés à considérer le Front Populaire comme un allié sûr, lorsqu'ils se sont jetés dans la rue, le 19 juillet, n'ont pu diriger leurs armes dans une direction qui leur aurait permis de briser l'Etat capitaliste et de battre Franco. Ils ont laissé les Giral à Madrid, les Companys à Barcelone à la tête de l'appareil d'Etat en se contentant de brûler les Eglises, de « nettoyer » des institutions capitalistes telles la Sûreté Publique, la

police, la guardia civile, la garde d'assaut. Ils ont bien exproprié, en Catalogne, les branches fondamentales de la production, mais l'appareil bancaire est resté intact et avec son fonctionnement capitaliste antérieur.

D'ailleurs, ces éléments seront examinés minutieusement et sur la base d'une documentation, ultérieurement.

Du 19 au 28 juillet, la situation aurait permis aux ouvriers armés, du moins à Barcelone, de prendre intégralement le pouvoir, sous des formes confuses, certes, mais qui aurait néanmoins représenté une expérience historique formidable. Le tournant vers Saragosse a sauvé la bourgeoisie. La « Batalla », organe du soi-disant parti « marxiste », proclamait qu'autour de Saragosse se concentrait l'attention révolutionnaire mondiale. Mais, déjà, à partir du 27 juillet, la bourgeoisie tête prudemment le terrain. A Figueras, des militants de la C. N. T. sont désarmés par des gardes civiles et des miliciens du Front Populaire, après avoir vaincu les fascistes. La C.N.T. publie à ce moment un appel aux masses, où elle recommande de tirer sur ceux qui voudraient les désarmer. La Généralité est avertie. Elle s'y prendra par d'autres moyens.

Le 2 août, nouvelle tentative de la Généralité de légaliser organiquement la situation: elle décide d'appeler sous les armes plusieurs classes. Les soldats refusent de partir ailleurs que dans les milices. La C.N.T. prend immédiatement position: « Des miliciens? oui! Des soldats? Non! » Le Poum, lui, demande « la dissolution », non par la destruction, mais la dissolution de l'armée.

Bien entendu, la Généralité laissera faire en se contentant de relier le C. C. des Milices Antifascistes au Département de la Défense de la Généralité.

La composition du C. C. des Milices Antifascistes sera d'ailleurs la suivante: 3 délégués de la C. N. T., 3 délégués de l'U.G.T., 2 délégués de la F.A.I., 1 délégué de la gauche républicaine, 2 socialistes unifiés, 1 délégué de la Ligue des Rabasseres (petits fermiers sous l'influence de la gauche catalane), 1 délégué à la coalition des partis républicains, 1 délégué du Poum et 4 représentants de la Généralité (le conseiller de la défense, le colonel Sandino, le commissaire général de l'ordre public, préfet de Barcelone et